

Forum de Haut Niveau – Inclusion, Leadership et Participation des femmes et des filles dans l’action humanitaire, le relèvement sensible aux risques et la résilience

Synopsis des séances Cameroun – 14, 15, 16 septembre 2021

1

Introduction générale

Au cours de la dernière décennie, les quatre pays riverains du bassin du lac Tchad (Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria) ont été confrontés à divers défis, résultant d’une combinaison complexe d’une multitude de facteurs, y compris un conflit armé impliquant des groupes armés non étatiques, des niveaux extrêmes de pauvreté, des bouleversements climatiques et plus récemment la pandémie du Covid-19. La pandémie et les mesures de prévention connexes ont eu un impact économique et social plus important sur les femmes et les filles, aggravant leur situation déjà précaire dans la région¹. La situation contribue à des déplacements de populations importants dans un contexte d’insécurité permanente. Selon l’Aperçu humanitaire du Bassin du Lac Tchad (OCHA, Juillet 2021)², « *dans le Bassin du Lac Tchad, 10,5 millions de personnes ont besoin d’une aide humanitaire au rang desquelles 5,1 millions de personnes confrontées à insécurité alimentaire – la pire augmentation depuis quatre ans – et 400 000 enfants souffrant de malnutrition sévère et 2,8 millions de personnes sont déplacées à l’intérieur du Bassin du Lac Tchad. Après 12 ans de violence, les services sociaux de base et les ressources naturelles déjà limitées sont mis à rude épreuve* ».

Le Forum du Cameroun offre un moment unique de dialogue, échanges et adoption de stratégies communes par différents parties prenantes des gouvernements, du système des Nations unies (ONU) et des agences multilatérales, ainsi que de la société civile. Ceci en vue d’une action humanitaire, programme de relèvement précoce et résilience en faveur de l’égalité des sexes et autonomisation des femmes et filles.

Les discussions porteront sur six thèmes principaux :

1. Faire progresser l’égalité des sexes et l’inclusion sociale, ainsi que le leadership des femmes et des filles dans la stratégie régionale de stabilisation, de relèvement et de résilience pour les zones touchées par Boko Haram dans la région du bassin du lac Tchad.
2. La participation et le leadership des femmes dans l’action humanitaire et les processus de relèvement et de résilience.
3. Rendre la réduction des risques de catastrophes (prévention, préparation et relèvement) et l’adaptation au changement climatique sensibles au genre dans le bassin du lac Tchad.
4. Protéger les femmes et les filles dans les situations humanitaires dans le bassin du lac Tchad.
5. Travailler sur le Nexus Humanitaire-Développement-Paix dans une perspective de genre
6. Financer l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes et des filles dans les programmes humanitaires, de relèvement et de résilience aux catastrophes et au climat en Afrique de l’Ouest et du Centre : Quelles sont les priorités ?

JOUR 1 : 10h20-13h00

¹ The impact of COVID-19 on women <https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women>

² <https://reliefweb.int/report/chad/bassin-du-lac-chad-aper-u-humanitaire-la-date-du-19-juillet-2021>

Leçon inaugurale : Faire progresser l'égalité des sexes, l'inclusion sociale, et le leadership des femmes et des filles dans la Stratégie régionale de stabilisation, de relèvement précoce et de résilience dans la région du bassin du lac Tchad

En août 2018, la Commission du bassin du lac Tchad et la Commission de l'Union africaine avaient convenu de la **Stratégie régionale de Stabilisation, de Redressement et de Résilience des zones du Bassin du Lac Tchad** affectées par la crise Boko Haram (SRS)³. Adossée sur quatre objectifs, la Stratégie Régionale de Stabilisation du Bassin du Lac Tchad est conçue pour répondre aux besoins de stabilisation, de résilience et de redressement des populations affectées par les exactions du groupe Boko Haram. Elle vise entre autres à **générer des politiques et programmes applicables orientés vers la stabilisation et le développement à court, moyen et long terme de la région du bassin du lac Tchad** tout en adressant *les causes profondes de la crise en vue du renforcement de la résilience*. Programmée pour une durée de cinq ans, la SRS couvre huit territoires⁴ et repose sur **neuf piliers** que sont : *la coopération politique transfrontalière ; la sécurité et droits de l'homme, le désarmement, démobilisation, réintégration et réinstallation des personnes associées à Boko Haram ; l'assistance humanitaire ; la gouvernance, l'éducation, le renforcement des capacités et l'approche genre*. Dans son approche méthodologique, la SRS met un accent sur les enfants, les jeunes et les femmes en soulignant que : « *les questions de genre sont au cœur de la crise du lac Tchad et seront également au centre de sa résolution durable* ». Dès lors, « *l'intégration du genre et un accent sur la prise en compte des besoins des jeunes* » sont reconnus comme des questions transversales mais aussi à travers le **Pilier 9 : Autonomisation et Inclusion des femmes et des jeunes**. Depuis l'adoption de la SRS, de nombreux **progrès ont été fait pour son institutionnalisation** : lancement officiel d'un fond SRS par le PNUD, mise en place du Secrétariat pour le programme SRS, lancement des plateformes nationales et régionales des OSC ; forum des gouverneurs des territoires de la SRS, mise en place des groupes de travaux thématique, etc.

Environ 3 ans après l'adoption de la SRS, cette session d'ouverture permettra de questionner le niveau d'implémentation des engagements de la SRS en ce qui **concerne spécifiquement la prise en compte du genre y compris des jeunes**.

Parole sera donnée à la **Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)** pour un bref rappel des engagements ainsi que des progrès accomplis dans les différents pays jusqu'en date. Un focus sera mis également sur le cadre de redevabilité de la SRS dans le domaine. Il sera question d'identifier quelques bonnes pratiques et les contraintes et défis. Dans ce même ordre d'idée les **représentants des gouvernements des pays présents** (Cameroun, Mali, Niger et Nigeria) feront de brèves interventions pour souligner des spécificités dans leurs pays en mettant un accent sur des expériences prometteuses en vue de l'implémentation de la SRS. Des présentations seront également faites par les institutions sous régionales (**CEEAC, CEDEAO, G5-Sahel**) qui couvrent géographiquement les pays membres de la CBLT. Il sera question pour ces dernières de revenir sur leurs engagements dans le domaine du genre et identifier quelques bonnes pratiques et défis. Par ce dernier point, la session d'ouverture permettra de **relever des synergies à développer entre les institutions sous régionales** en ce qui concerne la mise en œuvre de la SRS.

Questions proposées :

- Quels sont les engagements majeurs contenus dans les différentes politiques (en mettant un accent sur les innovations et spécificités par rapport au contexte de BLT) en matière d'égalité de sexes dans l'action humanitaire et processus de stabilisation et résilience ?
- Quel est le niveau de mise en œuvre de ces engagements au niveau des pays du BLT en ressortant des bonnes pratiques prometteuses adaptées au contexte ?

³ <https://www.peaceau.org/uploads/strategie-regionale-de-stabilisation-de-redressement-et-de-resilience.pdf>

⁴ **Cameroun** : Régions de l'Extrême Nord et Nord ; **Niger** : région de Diffa ; **Nigeria** : Etats de l'Adamaoua, Borno et Yobe ; **Tchad** : Régions du Lac and Hajder-Lamis

- Quelles sont les perspectives pour l'avenir ?

Panel de discussion : **CBLT (Programme stabilisation du Bassin du Lac Tchad)** - Intervenant à confirmer
S.E. Francisca Tatchouop Belobe, Vice-Président-CEEAC
CEDEAO, Intervenant à confirmer
Mahamadou Samaké, Chef du Département Gouvernance, G5 Sahel
Points focaux Genre-Représentants des pays du BLT – Cameroun, Mali, Niger, Nigeria

Modératrice : **Marie-Josée Kandanga**, Conseillère Régionale Femmes, Paix, Sécurité-Action Humanitaire/Réduction des Risques de Catastrophes, Bureau Régional-AOC- ONU Femmes

3

JOUR 1 : 14h30-17h15

Inclusion, Participation et Leadership des femmes et filles dans l'action humanitaire, les processus de relèvement précoce et de résilience dans le BLT

La complexité de la crise humanitaire que traverse le BLT depuis plusieurs décennies appelle à une **réponse holistique et transformationnelle**. Les crises et les conflits ont des impacts différenciés sur les différents membres des communautés affectées. En raison des dimensions sexospécifiques des crises/conflits, les inégalités entre les sexes sont aggravées laissant les femmes et les filles plus vulnérables /exposées que les hommes et garçons. Bien que le concept de vulnérabilité liée au genre soit important pour comprendre les différentes façons dont les femmes et les hommes sont affectés par les catastrophes, il est important de garder à l'esprit que **cette vulnérabilité n'a rien de naturel mais est fondée sur un déséquilibre des pouvoirs entre les femmes et les hommes**, source de discriminations systématiques dans tous les domaines. Dans un tel contexte, les femmes et filles sont facilement stéréotypées en tant que **bénéficiaires passives et vulnérables** et leurs contributions réelles et potentielles, y compris leur leadership en tant que premières intervenantes et leur rôle central dans la résilience des communautés, qui restent des atouts largement inexploités. Aussi, les opportunités de changement des rôles de pouvoir qu'offrent les crises restent des « **opportunités ratées** ». Pourtant les évidences montrent clairement que lorsque les femmes et filles sont pleinement impliquées et participent dans la définition et mise en œuvre des stratégies cela peut faciliter durablement la résilience, le relèvement et la reconstruction des communautés de manière efficace et efficace. C'est ce contexte qui justifie les nombreux engagements pris au niveaux internationaux et régionaux en faveur d'une meilleure implication/leadership des femmes et filles en contexte de crises/conflits. Cependant, force est de constater que dans le BLT nombreux de **ces engagements ne sont pas toujours matérialisés** dans le quotidien des femmes et filles avec pour conséquence des opérations humanitaires qui **peinent à répondre durablement aux besoins des femmes et filles** et des communautés affectées. De nombreux défis persistent : déficit de formation de différents acteurs ; faible redevabilité des acteurs humanitaires ; persistance des discriminations liées au genre ; etc.

Cette session débutera par une brève explication **des concepts clés liés au sujet** avant de faire une présentation exhaustive du cadre légal dans le domaine en mettant un accent sur les mécanismes de redevabilité. A l'heure des « **Grandes négociations 2.0 (Grand Bargain 2.0)** ⁵», la session se penchera sur les **implications d'une localisation de l'aide humanitaire sensible au genre dans le BLT**. Quels sont les **points d'entrée majeurs pour son opérationnalisation et comment accroître la redevabilité** de la communauté humanitaire dans le domaine ?

Les voix du terrain viendront de deux organisations de la société civile. Une représentante d'organisation féminines sera invitée à **partager leurs perspectives, leurs connaissances, leurs défis** et leurs bonnes pratiques en matière de résilience communautaire, en mettant l'accent sur l'autonomisation économique et les moyens de subsistance résilients (notamment dans le contexte de l'épidémie de COVID-19). Le focus doit être mis sur les stratégies développées pour surmonter les difficultés rencontrées en tant qu'organisation de féminine/féministe travaillant dans l'action

⁵ <https://interagencystandingcommittee.org/grand-bargain>

humanitaire. La deuxième organisation reviendra sur l'autonomisation des femmes et filles à travers **une agriculture résiliente**, sensible aux changements climatiques et informée par les risques.

Questions proposées :

- Quel est le niveau de participation des femmes dans les mécanismes de coordination humanitaire dans les pays du BLT et comment sont-elles consultées ?
- Quels sont les souhaits/aspirations des femmes pour améliorer leur assistance humanitaire et quels sont les besoins prioritaires spécifiques non suffisamment pris en compte par les acteurs ?

4

Panel de discussion : *Maria Karadenizli*, Spécialiste de programme, action humanitaire et réponse aux crises, ONU Femmes
NRC, Intervenant à confirmer
Husna Ibrahim Abdullahi, Présidente, Women and Youth Empowerment Initiative (WOYEIN)
Dr Ahmed Sani Miko, Directeur Pays, Fondation Sasakawa

Modérateur/trice : *Daniel Sissing*, Conseiller Principal-Programme Bassin du Lac Tchad, NRC/NORCAP
Beatrice Teya, Conseillère Régionale Femmes, Paix, Sécurité-Action Humanitaire/Réduction des Risques de Catastrophes, Bureau Régional, Afrique l'Est - ONU Femmes

JOUR 2 : 9h00-13h00

Rendre la réduction des risques de catastrophes (prévention, préparation et relèvement) et l'adaptation au changement climatique sensibles au genre dans le bassin du lac Tchad

Avec des indices de vulnérabilité très élevés, accompagnés de faibles capacités d'adaptation et de réaction aux risques d'aléas en général, la sous-région de la CEDEAO est particulièrement exposée aux catastrophes, notamment en raison du manque général de ressources institutionnelles de RRC (Réduction des Risques aux Catastrophes) pour prévenir, atténuer et répondre aux catastrophes. D'après la Banque Mondiale, 86,7 % des 15 pays les plus vulnérables du monde sont situés en Afrique, dont sept pays de la sous-région de la CEDEAO.

Les catastrophes, qu'elles soient causées par des virus ou des aléas naturels, ne sont pas ressenties de la même manière par tous les membres de la société. Dans tous les domaines, de l'espérance de vie à l'éducation, en passant par la santé, la violence, les moyens de subsistance et la nutrition, **les femmes sont touchées de manière négative et disproportionnée par les catastrophes, le changement climatique et d'autres menaces, notamment les pandémies, comme l'a clairement démontré la crise du COVID-19**. Les impacts différenciés entre les femmes et les hommes, ainsi que l'inégalité de l'exposition, de la vulnérabilité et des capacités à y faire face sont attribués à : **i) la discrimination et l'inégalité d'accès aux opportunités, aux ressources naturelles**, aux autres ressources productives (telles que la terre et le crédit) et à **l'information ; ii) l'inégalité d'accès au financement, à la technologie, aux connaissances et à la mobilité ; iii) les inégalités de capacités et d'aptitude socialement construites et iv) les normes et pratiques sociales, culturelles et juridiques discriminatoires**.

Les deux sessions consacrées à cette problématique permettront d'introduire les concepts clés et donner un aperçu de **comment les cadres normatifs mondiaux** (*Cadre du Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Commission de la condition de la femme, etc.*) **et régionaux** (*Plan d'Action 2015-2030 en matière de RRC de la CEDEAO, Stratégie régionale de gestion des risques de catastrophe de la CBLT*) **en matière réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique, tiennent compte de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes**. Des représentantes d'organisations dirigées par des femmes seront invitées à partager leurs perspectives, leurs

connaissances, les défis qu'elles rencontrent et leurs bonnes pratiques en matière de résilience communautaire, en mettant l'accent sur la prévention et la préparation, **notamment dans le contexte de l'épidémie de COVID-19.**

Panel de discussion : *Rahel Steinbach*, Spécialiste du programme de RRC, ONU Femmes
Olivier Abayisenga, Spécialiste Technique RDD, Projet Sahel Résilience, PNUD
CBLT, Intervenant à déterminer
Goundo Sissoko, Présidente, Réseau des Femmes pour les Droits Environnementaux (REFEDE-Mali)
Tou Soalla Marceline, Présidente, Association Communautaire pour le Bien Être de l'Enfant et de la Femme in Burkina Faso
Thierry Balloy, Chef de Délégation Afrique centrale de la FICR

Modérateur : *Thierry Balloy*, Chef de Délégation Afrique centrale de la FICR, Senior Advisor Lake Chad Programme

JOUR 2 : 14h30-17h15

Protéger les femmes et les filles dans les situations humanitaires dans le bassin du lac Tchad

Les conflits armés, les catastrophes naturelles et les urgences humanitaires **peuvent considérablement affaiblir la capacité d'une société à protéger les femmes et les filles** y compris de la **violence sexuelle et sexiste**. Les femmes et les filles sont davantage exposées à la violence lors des conflits et des crises humanitaires en raison, entre autres, **des déplacements, de l'effondrement des structures sociales, de l'absence d'application de la loi, de l'ancrage potentiel de normes sexospécifiques néfastes et de la perte de moyens de subsistance pour les hommes et les femmes de la communauté**⁶. Dans la région du BLT, la violence à l'égard des femmes et des filles est un grave **problème patriarcal et culturel**, renforcé par les conflits⁷. Les femmes et les filles sont plus susceptibles d'être victimes de la violence sexuelle et sexiste. Cette violence prend de nombreuses formes : violence domestique, viols et agressions sexuels, le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines, la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et les violences économiques (privation de travail, d'éducation, etc.). Certaines sont également **victimes d'exploitations et abus sexuels**. Par ailleurs, de milliers de femmes et de filles ont été enlevées, violées ou mariées de force et continuent d'être utilisées comme kamikazes contre leur gré ou par conviction religieuse et radicalisation⁸. Dans les pays du BLT, les femmes et les filles **ont moins de pouvoir que les hommes - sur leur corps, leurs décisions et leurs ressources**. Les normes sociales qui tolèrent le recours à la violence par les hommes comme forme de discipline et de contrôle renforcent l'inégalité entre les sexes et perpétuent la violence sexiste. Elles continuent de vivre dans le **traumatisme et la stigmatisation, ce qui nuit à leur réintégration sociale et économique**. En outre, en raison des difficultés rencontrées, les femmes et les filles sont contraintes d'avoir des relations sexuelles de survie et de recourir à d'autres **stratégies d'adaptation négatives**⁹, dont les suivantes : **le sexe pour la survie, le mariage précoce**.

Dans un tel contexte, les mécanismes de protection doivent chercher à s'attaquer aux **obstacles structurels auxquels les femmes et les filles sont confrontées et à créer un environnement propice à leur épanouissement**. Il est question notamment de promouvoir **l'éducation des filles et des femmes, de veiller à ce que leurs droits sexuels et génésiques soient respectés et leur santé préservée**. Des services holistiques de prévention et réponse à la VBG doivent être disponibles et accessibles y compris **pour les plus vulnérables** dès le début des crises. En outre, un soutien ciblé doit être fourni aux femmes pour le développement d'activités génératrice de revenus. Les femmes et les filles doivent être

⁶ <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/What%20works%20to%20prevent%20%26%20respond%20to%20violence%20against%20women%20and%20girls%20in%20conflict%20and%20humanitarian%20settings%20-%20Evidence%20brief.pdf>

⁷ <https://www.peaceau.org/uploads/strategie-regionale-de-stabilisation-de-redressement-et-de-resilience.pdf>

⁸ Idem

⁹ <https://reliefweb.int/report/cameroon/security-crisis-lake-chad-basin-erodes-women-s-livelihoods>

activement impliquées, en tant que décideurs, dans la planification, la conception, la mise en œuvre et le suivi des mesures de protection, afin de s'assurer que ces mesures sont efficaces.

Cette session s'ouvrira par une présentation sur les **engagements pris par la communauté humanitaire pour une protection des femmes et filles** en situation de crise, stabilisation et processus de résilience. Il sera question également de voir les avancées dans le domaine de la protection des femmes et filles dans les différents pays du BLT. Des **bonnes pratiques et perspectives pour l'avenir** dans la région seront également mises en exergues. 02 organisations féminines partageront les **Stratégies innovantes mises en place dans le cadre de leur activité** pour efficacement protéger les femmes et filles et promouvoir leur autonomisation en contexte de crises. La session mettra un accent particulier sur les **actions de prévention, réponse à la violence sexuelles et sexiste ainsi que la mitigation des risques**. Aussi des aspects clés liés à la protection des femmes et filles dans le BLT seront soulignés.

Questions proposées :

- Quels sont les engagements majeurs en matière de protection des femmes et filles dans l'action humanitaire et processus de stabilisation et résilience dans le BLT ?
- Quel est le niveau de mise en œuvre de ces engagements au niveau des pays du BLT en ressortant des bonnes pratiques prometteuses adaptées au contexte ?
- Qu'est ce qui rend une intervention efficace et efficiente pour lutter contre les VBG dans les pays du BLT ?

Panel de discussion : *Noemi Dalmonte*, Conseillère Régionale VBG - Chef d'équipe pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, GBV AoR

Aissa Doumara, Association de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes

Moukaila Aichatou, présidente, ONG LARASSU, Niger

Modératrice : *Madina Dia*, Coordinatrice Régionale Genre, IRC, Modératrice

JOUR 3 : 9h00-11h00

Nexus Humanitaire, Développement, Paix, sensible au genre

Le Sommet humanitaire mondial de 2016 (WHS) et les initiatives qui ont suivi ont porté le **Nexus humanitaire-développement** à un autre niveau, c'est-à-dire à inclure la **paix** dans l'analyse et la réponse aux besoins des personnes en situation de crise complexe et/ou prolongée. Le triple "processus Nexus" est compris comme une approche impliquant "le **partage de l'analyse** entre les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix qui informe la définition de **résultats collectifs** (*Collective Outcomes* en anglais) visant à réduire les **besoins humanitaires, les risques et la vulnérabilité**"¹⁰. Sur la base de ces résultats collectifs ou de ces priorités communes, les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix peuvent aligner leur programmation par le biais de leurs documents de **planification stratégique** respectifs¹¹. Le processus Nexus doit être spécifique au **contexte**, basé sur une planification complémentaire, une **coordination** efficace, un **financement** allant au-delà du financement par projet, et un **enchaînement** dans la formulation et la mise en

¹⁰ Review of Progress on Mainstreaming Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls (GEEWG) into the Humanitarian, Development and Peace Nexus Agenda, IASC, May 2021

¹¹ Par exemple, l'Analyse Commune par Pays (Common Country Analysis - CCA), le Cadre de Coopération (Cooperation Framework) le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) ou le Plan de Réponse aux Réfugiés (RRP) ou le Cadre Stratégique Intégré (ISF) sont élaborés avec les parties prenantes dans les domaines du développement, de l'humanitaire et de la paix, en s'appuyant sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes, les approches centrées sur les personnes et la sensibilité aux conflits, afin de fournir une analyse complète et intégrée de la situation et de s'attaquer aux causes profondes des crises, aux risques actuels et émergents et aux vulnérabilités à tous les niveaux (transfrontalier, national, infranational et communautaire). Une description pour chaque phase de la programmation est disponible dans le Cooperation Framework Companion Piece, mai 2020.

œuvre¹². La **nouvelle méthode de travail** (*New Way of Working*) est conçue pour les contextes où l'action humanitaire à court terme et la programmation du développement à moyen et long terme sont nécessaires **simultanément**.

L'opérationnalisation du Nexus est complexe, car pour chaque élément du Nexus (humanitaire, développement, paix) les **acteurs** sont différents¹³, les **cadres juridiques** ne sont pas les mêmes¹⁴ et les **phases** d'intervention sont également différentes¹⁵. Les liens interinstitutionnels sont difficiles à activer, et la mise en œuvre dépend de la volatilité du contexte. Le document d'accompagnement du Cadre de Coopération de l'UNSDG offre des orientations spécifiques pour l'analyse conjointe, la planification stratégique cohérente, la programmation conjointe et son financement. Le guide de l'IASC sur la Localisation fournit un chapitre et des indicateurs spécifiques. L'**intégration du genre dans le processus du triple Nexus** implique à la fois une meilleure **intégration** du genre dans les interventions humanitaires, de développement et de paix, et la recherche de **synergies** entre les trois éléments du Nexus qui peuvent promouvoir davantage l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles¹⁶. Le Plan d'Action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (UN-SWAP) et les indicateurs de performance des équipes de pays des Nations unies (UNCT) offrent une orientation pratique importante pour l'intégration du genre dans le processus Nexus. Le groupe de travail de l'IASC GRG sur l'intégration du genre dans les interfaces entre humanitaire-développement-paix travaille également pour fournir des orientations pratiques sur son opérationnalisation (outils analytiques, définition des résultats collectifs et financement).

Opérationnalisation du HDP Nexus dans une perspective de genre : le cas du Cameroun

Cette session présentera les **leçons apprises** concrètes sur l'opérationnalisation du triple Nexus et ses aspects de genre au Cameroun. Elle portera sur la manière dont la Task Force sur le Nexus¹⁷ travaille pour soutenir la Stratégie Nationale de Développement (2020-2030) et surmonter les **défis** auxquels elle est confrontée, en particulier dans l'Extrême-Nord. Elle donnera des **orientations** sur les **mesures pratiques** immédiates et à moyen terme pour relever les défis tels que le financement et la décentralisation, le manque de compréhension commune sur la composante de la paix et l'état de droit¹⁸, la coordination civile-militaire, et la participation des organisations dirigées par des femmes et des organisations de défense des droits des femmes.

Intégrer la dimension du genre dans la lutte contre l'extrémisme violent : Présentation des résultats de l'étude : "Stratégies efficaces de réhabilitation et de réintégration des femmes et des filles anciennement associées à Boko Haram et à d'autres groupes armés dans le LCB"

Cette session présentera les résultats du rapport mené par ONU Femmes avec le soutien du gouvernement du Japon. Elle donnera un aperçu des **défis** rencontrés par les femmes et les filles et les acteurs de la réhabilitation et de la réintégration. Elle se concentrera sur les **stratégies d'adaptation** des initiatives politiques et de programmation à la réalité pour une réhabilitation et une réintégration

¹² UN Sustainable Development Group

¹³ Incluant divers ministères, agences, programmes et fonds des Nations unies, partenaires gouvernementaux, intervenants de première ligne, volontaires, société civile, donateurs, institutions financières internationales et les personnes les plus marginalisées.

¹⁴ Incluant des cadres internationaux tels que : L'Agenda 2030, le Cadre de Sendai, l'Accord de Paris, les objectifs post 2020 en matière de biodiversité, le Pacte mondial sur les réfugiés et le Pacte mondial pour des migrations sûres et ordonnées, les résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité et sur la paix et la sécurité des jeunes et les résolutions sur le maintien de la paix, ainsi que les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit des réfugiés.

¹⁵ En ce sens, les résultats collectifs peuvent être identifiés dans les HRP et les revues d'opérations de paix (à court terme, 1-2 ans), les cadres de coopération (à moyen terme, 3-5 ans) et les plans de développement nationaux, les stratégies nationales de réduction des risques de catastrophes, les plans ou visions de consolidation de la paix (à long terme, 5-15 ans).

¹⁶ Review of Progress on Mainstreaming Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls (GEEWG) into the Humanitarian, Development and Peace Nexus Agenda, IASC, May 2021

¹⁷ Mise en place en mai 2019, sous la responsabilité conjointe de OCHA et PNUD.

¹⁸ Les analyses géopolitiques de l'aide sécurité et développement sont-ils interdépendants ? L'approche Nexus vue du Cameroun, Décembre 2020, IRIS France.

réussie des femmes et des filles. Elle s'appuiera sur les expériences des organisations de la société civile et de la stratégie de stabilisation du bassin du lac Tchad.

Bonnes pratiques et leçons tirées des expériences du nexus HDP sur le terrain

La session se clôturera par des expériences de terrain de 2 organisations internationales. Ces dernières partageront les pratiques prometteuses pour un nexus sensible au genre dans le BLT tout en relevant les stratégies qui peuvent être développées pour surmonter les contraintes et défis.

Panel de discussion : *Jahal B. Rabesahala de Meritens*, Coordinateur Humanitaire Développement Paix, Bureau du
Coordinateur Résident des Nations Unies, Cameroun
Khady Ba Faye, Manager Programme Paix et Sécurité, ONU Femmes
OXFAM, Intervenant à déterminer
PAM, Intervenant à confirmer

8

Modérateur : *Jahal B. Rabesahala de Meritens*, Coordinateur Humanitaire Développement Paix, Bureau du
Coordinateur Résident des Nations Unies, Cameroun

JOUR 3 : 11h20-13h00

Financer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans les programmes humanitaires, de relèvement et de résilience aux catastrophes et au climat en Afrique de l'Ouest et du Centre : Quelles sont les priorités ?

Les engagements du Cadre de Sendai pour une réduction des risques de catastrophe (RRC), l'Accord de Paris pour le changement climatique et de la conférence internationale du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le **Sommet Humanitaire Mondial de 2016** ont permis de confirmer que l'égalité des sexes, le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles et leur autonomisation dans les domaines politiques, humanitaires et de développement relevaient d'une responsabilité universelle. Au cours du Sommet Humanitaire Mondial, la table ronde de haut niveau sur « les femmes et les filles : catalyser l'action en faveur de l'égalité des sexes » (« Women and Girls : Catalyzing Action to Achieve Gender Equality »)¹⁹, a donné lieu à 446 engagements. Au total, **509 engagements ciblant des interventions en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles** ont été pris, dont **l'augmentation du financement des programmes humanitaires tenant compte de la dimension de genre**. Les États membres et entités des Nations Unies, le secteur privé et les organisations de la société civile ont reconnu la nécessité de soutenir les femmes et les organisations de femmes locales en leur confiant un rôle central dans l'action humanitaire.

Pour autant, les financements actuels, publics et privés, dans la réduction des risques de catastrophe et l'action humanitaire sont insuffisants pour répondre aux priorités des femmes et des filles et renforcer leur résilience. En janvier 2021, le déficit de financement de la réponse humanitaire était de 56% au Cameroun, 57% au Tchad, 40% au Niger et 49% au Nigeria. Malgré des initiatives multilatérales, de donateurs individuels et d'agences de l'ONU depuis le Sommet de 2016, les donateurs et les agences de l'ONU n'ont pas financé de manière significative les groupes de femmes dans les États fragiles et touchés par des conflits : sept des 11 principaux donateurs ont alloué moins de 1 % de l'aide aux États fragiles²⁰. Le financement des organisations de femmes de première ligne dans les zones fragiles et touchées par les conflits ne représente que 0,2 % de l'aide bilatérale totale²¹, malgré une tendance à la hausse de l'aide totale engagée pour soutenir les efforts en matière d'égalité des sexes.

¹⁹<https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/humanitarian-action/global-norms-and-standards>

²⁰ D'après le constat de CARE International présenté dans l'étude « *C'est le moment pour une meilleure négociation : comment le système d'aide ne tient pas compte des femmes et des filles en situation de crise* »

²¹ <https://undocs.org/en/S/2020/946>

L'allocation des ressources doit être basées sur une **analyse approfondie qui identifie les interventions efficaces** pour la mise en œuvre de programmes humanitaires et de réduction des risques de catastrophes, ainsi que la mise en œuvre d'investissements qui sont dirigés par les femmes et renforcent leur résilience. Il faut pour cela des outils pour **évaluer les besoins spécifiques des femmes mais aussi leurs contributions**, en renforçant l'implication des femmes dans la conception des projets et programmes et de leurs budgets.

Les investissements en matière de RRC et d'aide humanitaire sensibles au genre réalisés par les gouvernements et les organisations internationales doivent garantir une allocation adéquate des ressources pour améliorer les capacités des femmes, en particulier les plus pauvres et les plus défavorisées, et renforcer leur résilience face aux conflits, au changement climatique et aux catastrophes. Il s'agit notamment d'investir dans les **moyens de subsistance résilients des femmes**, dans la **protection sociale et les services sociaux** afin de réduire les inégalités entre les sexes, et **d'investir dans les infrastructures publiques et privées** qui répondent aux priorités de divers groupes de femmes et génèrent des retours financiers directs ou indirects (par exemple, des avantages économiques et sociaux) et de **contribuer davantage aux fonds communs dédiés à la paix**. Il est également important que les donateurs et organisations soient **tenus responsables de la qualité et de l'inclusivité de leurs partenariats et de leurs collaborations avec les organisations dirigées par des femmes** et les organisations de défense des droits des femmes.

Cette session sera l'occasion de s'attarder sur **la localisation de l'aide humanitaire et de l'aide en faveur de la résilience aux crises et catastrophe (pandémie de COVID-19 inclus) et de l'autonomisation des femmes** en Afrique de l'Ouest et Centrale. L'objectif de la discussion est que les **associations de femmes en première ligne, les organisations internationales sur le terrain, les institutions régionales, et les donateurs partagent des solutions innovantes en matière de produits financiers, des mécanismes et d'outils de financement** pour la programmation sensible au genre en matière d'aide humanitaire, de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique.

Panel de discussion : *Organisations des femmes des 4 Pays du BLT*
Delphine Brun, Conseillère Principale Genre, GENCAP et Amidou Baba Doumbia, Proint Focal Genre, OCHA
Ambassade du Japon, Intervenante à déterminer
 Intervenante à confirmer

Modératrice : *Regina Baiden*, Coordinatrice Régionale Plaidoyer, Afrique de l'Ouest-Care International

JOUR 3 : 13h00-17h15

La voie à suivre : S'appuyer sur les conclusions et les recommandations du Forum pour le futur

Les participants vont travailler par groupes sur les recommandations ressorties tout au long du Forum et celles-ci seront présentées lors d'une séance plénière finale. Ces recommandations feront l'objet d'un suivi de la part des organisateurs du Forum.

Modératrice : *Marie-Josée Kandanga*, Conseillère Régionale Femmes, Paix, Sécurité-Action Humanitaire/Réduction des Risques de Catastrophes, Bureau Régional-AOC- ONU Femmes